

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2013/201678]

**17 MARS 2013. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 2012
fixant certaines attributions ministérielles**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Vu la Constitution, l'article 37;
Vu l'arrêté royal du 8 janvier 2012 fixant certaines attributions ministérielles;
Sur la proposition du Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 16 de l'arrêté royal du 8 janvier 2012 fixant certaines attributions ministérielles, les mots "et du Développement durable" sont abrogés.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 5 mars 2013.

Art. 3. Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
E. DI RUPO

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2013/201678]

**17 MAART 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het
koninklijk besluit van 8 januari 2012 tot vaststelling van bepaalde
ministeriële bevoegdheden**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Gelet op de Grondwet, artikel 37;
Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 2012 tot vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden;
Op de voordracht van de Eerste Minister,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 16 van het koninklijk besluit van 8 januari 2012 tot vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden worden de woorden "en Duurzame Ontwikkeling" opgeheven.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 5 maart 2013.

Art. 3. De Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
E. DI RUPO

SERVICE PUBLIC FEDERAL TECHNOLOGIE
DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

[C - 2013/02013]

**17 MARS 2013. — Arrêté royal relatif aux conseillers en sécurité
institués par la loi du 15 août 2012 relative à la création et à
l'organisation d'un intégrateur de services fédéral**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Dans la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services, la mission d'intégrateur de services fédéral est assignée au service public fédéral compétent pour la technologie de l'information et de la communication. La création de l'intégrateur de services fédéral a pour objectif de simplifier et d'optimiser l'échange de données entre les différents acteurs publics. Dans le cadre du développement et de l'organisation de cet échange de données par voie électronique, l'attention nécessaire doit être accordée à des mesures structurelles, organisationnelles, physiques et techniques ICT appropriées en matière de sécurité de l'information.

C'est la raison pour laquelle la loi susmentionnée prévoit – pour assurer la protection des données qui sont rendues accessibles par le biais du réseau de l'intégrateur de services fédéral – que chaque service public participant, ainsi que chaque intégrateur de services, désigne en son sein un conseiller en sécurité.

Compte tenu de l'importance centrale de la sécurisation des données du réseau, la tâche du conseiller en sécurité ne doit pas être sous-estimée. Des experts tels que les conseillers qualifiés et formés des instances dirigeantes constituent le pilier d'un système de sécurité durable.

Les experts se voient attribuer une compétence consultative, étant donné que les instances dirigeantes doivent rester entièrement responsables du bon fonctionnement du service, ce qui inclut évidemment la sécurité.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
INFORMATIE- EN COMMUNICATIETECHNOLOGIE

[C - 2013/02013]

**17 MAART 2013. — Koninklijk besluit betreffende de veiligheids-
adviseurs ingevoerd door de wet van 15 augustus 2012 houdende
oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

In de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator wordt de opdracht van federale dienstenintegrator aan de federale overheidsdienst bevoegd voor informatie- en communicatietechnologie toegewezen. De oprichting van de federale dienstenintegrator heeft als doel de vereenvoudiging en optimalisatie van de gegevensuitwisseling tussen de verschillende overheidsactoren. Bij de uitbouw en organisatie van deze elektronische gegevensuitwisseling dient de nodige aandacht te worden besteed aan gepaste structurele, organisatorische, ICT-technische en fysieke maatregelen inzake informatieveiligheid.

Daarom voorziet de hierboven vermelde wet dat om de bescherming van de gegevens die ontsloten worden via het netwerk van de federale dienstenintegrator te verzekeren, elke participerende overheidsdienst, evenals iedere dienstenintegrator zelf, in zijn schoot een veiligheidsadviseur zal aanwijzen.

Rekening houdend met het centrale belang van de beveiliging van de gegevens van het netwerk, mag de taak van de veiligheidsadviseur niet onderschat worden. Deskundigen als geschoolde en getrainde raadgevers van de leidende instanties vormen het sluitstuk van een duurzaam veiligheidssysteem.

De deskundigen krijgen een adviserende bevoegdheid aangezien de leidende instanties volledig verantwoordelijk moeten blijven voor de goede werking van de dienst, waartoe uiteraard ook de veiligheid behoort.

Le conseiller en sécurité doit être en contact direct avec le fonctionnaire dirigeant du service, vu que l'exécution des décisions prises incombe à ce dernier. Le conseiller en sécurité doit pouvoir émettre ses avis de manière objective et autonome. Des mesures s'imposent dès lors afin d'éviter qu'il ne soit relevé de sa mission de sécurité de façon arbitraire. Le conseiller en sécurité doit avoir suivi une formation adaptée et disposer des moyens nécessaires pour tenir à jour et perfectionner son expertise.

Le conseiller en sécurité sera souvent dans l'impossibilité de posséder toutes les connaissances spécialisées. Il devra plutôt être un « omnipraticien » doté d'une large qualification et qui sait quand il doit recourir à l'assistance de spécialistes. Les conseillers en sécurité sont également tenus de collaborer avec leurs confrères d'autres services.

Le présent projet d'arrêté se base sur l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à l'organisation de la sécurité de l'information dans les institutions de sécurité sociale. Ce fait n'a rien d'étonnant, étant donné que l'organisation de la sécurité de l'information dans les institutions de sécurité sociale a suffisamment prouvé son efficacité. Il importe en outre que l'organisation de la sécurité de l'information se déroule de manière cohérente et similaire au sein de l'administration. Les données sont après tout échangées entre les différents secteurs et autorités, ce qui nécessite une sécurité garantie identique à tout moment.

Le présent projet d'arrêté royal exécute en particulier l'article 23 de la loi précitée et définit plus avant les règles régissant l'exécution des missions des conseillers en sécurité.

L'article 1^{er} formule une série de définitions. Le champ d'application est défini par la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services. La définition de la sécurité de l'information ne couvre pas seulement les données à caractère personnel mais toutes les données.

L'article 2 décrit les tâches du conseiller en sécurité. Il revient au fonctionnaire dirigeant du service de fixer les modalités concrètes de l'exercice des tâches. Sauf s'il estime que les risques ne sont pas suffisamment importants, le conseiller en sécurité émet ses avis par écrit et de manière motivée. Un avis écrit est en effet généralement plus mûrement réfléchi, plus nuancé et dans tous les cas plus durable qu'un avis oral. Tant le conseiller en sécurité que le fonctionnaire dirigeant du service en bénéficient. Afin de ne pas tomber dans un formalisme excessif, les avis ne doivent toutefois pas être formulés par écrit lorsque les risques ne sont pas suffisamment importants pour le justifier. Si l'avis est exprimé par écrit, le destinataire est également tenu d'adresser une réponse écrite au conseiller en sécurité afin que la suite éventuelle qui y est donnée puisse être documentée.

L'article 3 stipule que le conseiller en sécurité peut se faire assister par des collaborateurs. C'est par exemple le cas lorsque la taille du service et la complexité des flux de données l'exigent. L'identité du conseiller en sécurité doit être communiquée au comité sectoriel compétent institué au sein de la Commission de la protection de la vie privée afin de contrôler les aptitudes professionnelles du conseiller en sécurité et les circonstances dans lesquelles il exerce sa fonction. Après la nomination, le comité sectoriel compétent vérifie si le conseiller en sécurité exerce correctement sa fonction et contrôle les circonstances dans lesquelles il le fait.

L'article 4 précise que le conseiller en sécurité travaille en étroite collaboration avec les autres membres du service si cela s'avère important pour l'exercice de ses tâches. Il incombe au fonctionnaire dirigeant de prendre des décisions concernant les conflits ou les priorités contradictoires.

En vertu de l'article 5, le conseiller en sécurité doit disposer des connaissances nécessaires concernant, d'une part, la structure et l'organisation informatiques du service et, d'autre part, la sécurité de l'information. Ces connaissances doivent par ailleurs être tenues à jour.

L'article 6 impose une obligation de confidentialité au conseiller en sécurité et aux collaborateurs éventuels. De par leur fonction, ils entrent en contact avec des informations sensibles, notamment sur la sécurité des systèmes. Le conseiller en sécurité et les collaborateurs éventuels sont tenus de traiter ces informations de manière confidentielle.

L'article 7 confie au conseiller en sécurité la mission de rédiger un projet de plan de sécurité triennal, en spécifiant sur base annuelle les moyens nécessaires à la réalisation de ce plan. Étant donné que ce plan a des conséquences budgétaires pour le service, il doit être rédigé à temps, afin que les conséquences puissent être prises en considération dans le budget.

De veiligheidsadviseur moet rechtstreeks in contact zijn met de leidende ambtenaar van de dienst, aangezien bij deze laatste de verantwoordelijkheid ligt voor de uitvoering van de genomen beslissingen. De veiligheidsadviseur moet objectief en onafhankelijk kunnen oordelen bij het uitbrengen van zijn adviezen. Daarom zijn er maatregelen nodig om te verhinderen dat hij op een willekeurige wijze van zijn veiligheidsopdracht zou ontheven worden. De veiligheidsadviseur dient een aangepaste vorming te hebben genoten en over de middelen te beschikken om zijn deskundigheid up-to-date te houden en te verbeteren.

Voor de veiligheidsadviseur zal het vaak niet mogelijk zijn om alle gespecialiseerde kennis te hebben. Hij zal eerder een breed geschoolde omnipracticus moeten zijn die weet wanneer hij een beroep hoeft te doen op bijstand vanwege specialisten. De veiligheidsadviseurs dienen ook samen te werken met hun collega veiligheidsadviseurs in andere diensten.

Het is het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 houdende de organisatie van de informatieveiligheid bij de diensten van sociale zekerheid dat model heeft gestaan voor dit ontwerp van besluit. Dit is niet verwonderlijk omdat de organisatie van de informatieveiligheid binnen de sociale zekerheid zijn deugdelijkheid voldoende heeft bewezen. Bovendien is het belangrijk dat de organisatie van de informatieveiligheid op een coherente en gelijkwaardige manier gebeurt binnen de overheid. De gegevens worden tenslotte uitgewisseld tussen de verschillende overheden en sectoren en dan moet de veiligheid op alle momenten op een gelijke manier kunnen worden gegarandeerd.

Dit ontwerp van koninklijk besluit geeft in het bijzonder uitvoering aan artikel 23 van voornoemde wet en bepaalt nader de regels volgens dewelke de veiligheidsadviseurs hun opdrachten zullen uitvoeren.

In artikel 1 worden een aantal begripsdefinities geformuleerd. Het toepassingsgebied wordt bepaald door de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator. De definitie van informatieveiligheid betreft niet enkel persoonsgegevens maar alle gegevens.

Artikel 2 beschrijft de taken van de veiligheidsadviseur. Het komt aan de leidende ambtenaar van de dienst toe om de concrete modaliteiten van de taakuitoefening vast te leggen. De adviezen door de veiligheidsadviseur worden schriftelijk en gemotiveerd uitgebracht, tenzij de risico's volgens hem niet voldoende erg zijn. Een schriftelijk advies is doorgaans immers grondiger doordacht en meer genuanceerd en in elk geval duurzamer dan mondelinge adviezen. Zowel de veiligheidsadviseur als de leidende ambtenaar van de dienst hebben daar baat bij. Om niet te vervallen in een overdreven formalisme dienen de adviezen evenwel niet op schrift te worden gezet indien de risico's niet voldoende ernstig zijn om dit te verantwoorden. Indien het advies schriftelijk wordt uitgebracht, dient de bestemming ervan ook schriftelijk te antwoorden aan de veiligheidsadviseur, opdat het eventuele gevolg dat eraan wordt gegeven gedocumenteerd zou zijn.

Artikel 3 bepaalt dat de veiligheidsadviseur kan bijgestaan worden door medewerkers. Dit is bijvoorbeeld het geval als de omvang van de dienst en de complexiteit van de gegevensstromen dit vereisen. De identiteit van de veiligheidsadviseur dient te worden meegedeeld aan het bevoegde sectoraal comité opgericht in de schoot van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer met het oog op een controle van de beroepsbekwaamheid van de veiligheidsadviseur en van de omstandigheden waarin hij zijn functie uitoefent. Het bevoegde sectoraal comité controleert na de benoeming de goede beroepsuitoefening door de veiligheidsadviseur alsook de omstandigheden van de beroepsuitoefening.

Artikel 4 bepaalt dat de veiligheidsadviseur nauw samenwerkt met andere personen binnen de dienst als dit van belang is voor de uitoefening van zijn taken. Het is de leidende ambtenaar om beslissingen te nemen inzake conflicten of uiteenlopende prioriteiten.

Krachtens artikel 5 moet de veiligheidsadviseur over de nodige kennis beschikken wat enerzijds de informaticastructuur en -organisatie van de dienst betreft, anderzijds de veiligheid van de informatie, kennis die moet worden bijgewerkt.

Artikel 6 legt een vertrouwelijkheidsverplichting op aan de veiligheidsadviseur en de eventuele medewerkers. Omwille van hun functie komen zij in aanraking met gevoelige informatie, met name over de veiligheid van de systemen. De veiligheidsadviseur en de eventuele medewerkers zijn verplicht deze informatie vertrouwelijk te behandelen.

Artikel 7 kent aan de veiligheidsadviseur de opdracht toe om een driejaarlijks ontwerp van veiligheidsplan op te stellen, met de aanduiding van de middelen op jaarbasis die vereist zijn om dat plan uit te voeren. Aangezien dit plan voor de dienst budgettaire consequenties heeft, dient het op tijd te worden opgesteld, zodat met de gevolgen kan rekening gehouden worden in de begroting.

L'article 8 impose au conseiller en sécurité de rédiger un rapport annuel, dont le contenu minimum est décrit. Ce rapport annuel est adressé au fonctionnaire dirigeant du service, qui peut décider de le transmettre ou non au comité sectoriel compétent institué au sein de la Commission de la protection de la vie privée.

L'article 9 stipule que le conseiller en sécurité d'un service doit également exécuter les missions qui lui sont confiées dans le présent projet d'arrêté concernant les données conservées, traitées ou échangées par l'intermédiaire de tiers pour le compte du service. Le conseiller en sécurité doit également reprendre cette partie de sa mission dans ses activités ainsi que dans le plan de sécurité et le rapport annuel, etc.

L'article 10 élargit également la définition de la sécurité de l'information pour l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à l'organisation de la sécurité de l'information dans les institutions de sécurité sociale. La définition couvre toutes les données, et pas seulement les données à caractère personnel. L'objectif est de mener une politique de sécurité aussi cohérente que possible pour l'ensemble des données de l'administration fédérale.

L'article 11 dispose qu'en guise de mesure de transition, un premier rapport annuel de chaque conseiller en sécurité doit être transmis au fonctionnaire dirigeant dans les 12 mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'article 12 fixe la mise en vigueur des dispositions 20 à 23 inclus de la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral à trois mois après publication du présent arrêté.

L'article 13 fixe l'entrée en vigueur du présent arrêté à trois mois après publication afin de permettre aux services de désigner un conseiller en sécurité s'ils n'en ont encore aucun.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances, chargé de la Fonction publique,
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique
et à la Modernisation des Services publics,
H. BOGAERT

17 MARS 2013. — Arrêté royal relatif aux conseillers en sécurité institués par la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral, notamment les articles 23 et 47;

Vu l'article 17, alinéa 2, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à l'organisation de la sécurité de l'information dans les Institutions de Sécurité sociale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 16 juillet 2012;

Vu l'avis n° 24/2012 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 25 juillet 2012;

Vu l'avis motivé du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux du 19 décembre 2012;

Vu l'avis n° 52.124/2 du Conseil d'Etat, donné le 24 octobre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Artikel 8 legt aan de veiligheidsadviseur de verplichting op een jaarverslag op te maken, waarvan de minimale inhoud wordt omschreven. Dit jaarverslag is gericht aan de leidend ambtenaar van de dienst, die kan beslissen dit al dan niet over te maken aan het bevoegde sectoraal comité in de schoot van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Volgens artikel 9 moet de veiligheidsadviseur van een dienst ook de opdrachten uitvoeren die hem worden toevertrouwd in het voorgestelde besluit, ten opzichte van gegevens die door derden voor rekening van de dienst worden bewaard, verwerkt of uitgewisseld. De veiligheidsadviseur dient dit gedeelte van zijn opdracht ook op te nemen in zijn werkzaamheden en op te nemen in het veiligheidsplan en het jaarverslag enz.

Artikel 10 breidt de definitie van informatieveiligheid ook uit voor het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 houdende de organisatie van de informatieveiligheid bij de diensten van sociale zekerheid. Deze definitie betreft alle gegevens, niet enkel persoonsgegevens. De bedoeling is om een zo coherent mogelijk veiligheidsbeleid te voeren voor alle gegevens binnen de federale overheid.

Artikel 11 voorziet, bij wijze van overgangsmaatregel, dat een eerste jaarlijks verslag van elke veiligheidsadviseur, moet worden overgemaakt aan de leidend ambtenaar binnen een termijn van 12 maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van het voorgestelde besluit.

Artikel 12 bepaalt de inwerkingtreding van de artikelen 20 tot en met 23 van de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator 3 maanden na publicatie van dit besluit.

Artikel 13 bepaalt de inwerkingtreding van dit besluit 3 maanden na publicatie om de diensten de kans te geven een veiligheidsadviseur aan te duiden als zij er nog geen hebben.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedvolle
en getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken,
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken
en Modernisering van de Openbare Diensten,
H. BOGAERT

17 MAART 2013. — Koninklijk besluit betreffende de veiligheidsadviseurs ingevoerd door de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator, inzonderheid op artikelen 23 en 47.;

Gelet op artikel 17, tweede lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 houdende de organisatie van de informatieveiligheid bij de diensten van sociale zekerheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 juli 2012;

Gelet op het advies nr. 24/2012 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 25 juli 2012;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten van 19 december 2012;

Gelet op het advies nr. 52.124/2 van de Raad van State, gegeven op 24 oktober 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de notre Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, notre Ministre des Finances, chargé de la Fonction publique et notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « loi » : la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral;

2° « sécurité de l'information » : stratégie, règles, procédures et moyens de protection de tout type d'information tant dans les systèmes de transmission que dans les systèmes de traitement en vue de garantir la confidentialité, la disponibilité, l'intégrité, la fiabilité, l'authenticité et l'irréfutabilité de l'information.

CHAPITRE II. — Le conseiller en sécurité des services

Article 1^{er}. Le conseiller en sécurité a une mission d'avis, de stimulation, de documentation et de contrôle.

Le conseiller en sécurité conseille le fonctionnaire dirigeant de son service, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative, au sujet de tous les aspects de la sécurité de l'information. Sauf si les risques ne sont pas suffisamment importants, les avis s'expriment par écrit et sont motivés. Dans le délai requis par les circonstances, mais avec un maximum de trois mois, le fonctionnaire dirigeant du service décide de suivre ou non les avis et informe le conseiller en sécurité de la décision adoptée. Si la décision déroge à un avis exprimé par écrit, elle doit être communiquée de façon écrite et motivée.

Le conseiller en sécurité promeut le respect des règles de sécurité imposées par une disposition légale ou réglementaire ou en vertu d'une telle disposition, ainsi que l'adoption, par les personnes employées dans le service, d'un comportement favorisant la sécurité.

Le conseiller en sécurité rassemble la documentation utile au sujet de la sécurité de l'information.

Le conseiller en sécurité veille au respect, dans le service, des règles de sécurité imposées par une disposition légale ou réglementaire ou en vertu d'une telle disposition. Toutes les infractions constatées sont communiquées par écrit et exclusivement au fonctionnaire dirigeant du service, accompagnées des avis nécessaires en vue d'éviter de telles infractions à l'avenir.

Art. 2. Le fonctionnaire dirigeant peut faire assister le conseiller en sécurité par un ou plusieurs collaborateurs.

Après la désignation du conseiller en sécurité, l'identité de ce dernier est communiquée dans les trois mois au comité sectoriel compétent.

Le comité sectoriel compétent peut refuser la désignation du conseiller en sécurité moyennant décision motivée. Le comité sectoriel compétent vérifie si l'intéressé dispose de connaissances suffisantes pour pouvoir exercer la mission, ou s'il dispose de suffisamment de temps pour bien exercer la mission et n'exerce pas d'activités incompatibles avec cette dernière.

Pendant l'exercice de la fonction de conseiller en sécurité, le comité sectoriel compétent contrôle si la mission est bien exercée et vérifie si les conditions de désignation sont remplies.

Le conseiller en sécurité et les collaborateurs éventuels ne peuvent pas être relevés de cette fonction en raison des opinions qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent dans le cadre de l'exercice correct de leur fonction.

Art. 3. Le conseiller en sécurité travaille en étroite collaboration avec les services qui requièrent, ou peuvent requérir, son intervention, en particulier avec le service informatique.

Art. 4. Le conseiller en sécurité doit disposer d'une connaissance suffisante de l'environnement informatique du service ainsi que de la sécurité de l'information. Il doit en permanence tenir cette connaissance à jour.

Art. 5. Le conseiller en sécurité et les collaborateurs éventuels s'engagent à conserver le caractère confidentiel de toutes les informations avec lesquelles ils entrent en contact dans le cadre de leur fonction.

Art. 6. Le conseiller en sécurité rédige un projet de plan de sécurité pour une durée de trois ans, à l'attention du fonctionnaire dirigeant du service, en spécifiant sur base annuelle les moyens nécessaires à la

Op de voordracht van onze Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, onze Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken en onze Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « wet » : de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator;

2° « informatieveiligheid » : strategie, regels, procedures en middelen voor het beschermen van alle soorten informatie zowel in de transmissiesystemen als in de verwerkingssystemen om de vertrouwelijkheid de beschikbaarheid, de integriteit, de betrouwbaarheid, de authenticiteit en de onweerlegbaarheid ervan te garanderen.

HOOFDSTUK II. — De veiligheidsadviseur van de diensten

Artikel 1. De veiligheidsadviseur heeft een adviserende, stimulerende, documenterende en controlerende opdracht.

De veiligheidsadviseur adviseert de leidende ambtenaar van zijn dienst, op diens verzoek of op eigen initiatief, omtrent alle aspecten van de informatieveiligheid. Het advies wordt schriftelijk en gemotiveerd uitgebracht, tenzij de risico's niet voldoende ernstig zijn. Binnen de tijdspanne vereist door de omstandigheden, maar met een maximum van drie maanden, beslist de leidende ambtenaar van de dienst het advies al dan niet op te volgen en deelt hij de veiligheidsadviseur de genomen beslissing mee. In geval de beslissing van een schriftelijk advies afwijkt, dient de mededeling ervan op een schriftelijke en gemotiveerde wijze te geschieden.

De veiligheidsadviseur bevordert de naleving van de veiligheidsvoorschriften opgelegd door of krachtens een wets- of reglementsbe- paling en het aannemen van een veiligheidsgedrag bij de personen tewerkgesteld in de dienst.

De veiligheidsadviseur legt de nodige documentatie aan met betrekking tot de informatieveiligheid.

De veiligheidsadviseur ziet toe op de naleving binnen de dienst van de veiligheidsvoorschriften opgelegd door of krachtens een wets- of reglementsbe- paling. Alle vastgestelde inbreuken worden schriftelijk en uitsluitend aan de leidende ambtenaar van de dienst meegedeeld, vergezeld van de nodige adviezen om dergelijke inbreuken in de toekomst te vermijden.

Art. 2. De leidend ambtenaar kan de veiligheidsadviseur laten bijstaan door één of meer medewerkers.

Na zijn of haar aanstelling wordt de identiteit van de veiligheidsadviseur binnen de drie maanden meegedeeld aan het bevoegde sectoraal comité.

Het bevoegde sectoraal comité kan de aanstelling van de veiligheidsadviseur bij gemotiveerde beslissing weigeren. Het bevoegde sectoraal comité gaat na of de betrokkene voldoende kennis heeft voor de goede uitvoering van de opdracht, of de betrokkene voldoende beschikbare tijd heeft voor de goede uitvoering van de opdracht en geen activiteiten uitoefent die onverenigbaar zijn met de opdracht.

Tijdens de uitoefening van de functie van veiligheidsadviseur controleert het bevoegde sectoraal comité de goede beroepsuitoefening en gaat na of de voorwaarden voor de aanstelling vervuld zijn.

De veiligheidsadviseur en de eventuele medewerkers kunnen niet van deze functie worden ontheven wegens meningen die zij uiten of daden die zij stellen in het kader van de goede uitoefening van hun functie.

Art. 3. De veiligheidsadviseur werkt nauw samen met de diensten waarin zijn tussenkomst vereist is of kan zijn, inzonderheid met de informaticadienst.

Art. 4. De veiligheidsadviseur dient een gedegen kennis te bezitten van de informatica-omgeving van de dienst en van de informatieveiligheid. Hij dient deze kennis permanent op peil te houden.

Art. 5. De veiligheidsadviseur en de eventuele medewerkers verbinden zich ertoe het vertrouwelijk karakter te bewaren van alle informatie waarmee zij uit hoofde van hun functie in contact komen.

Art. 6. De veiligheidsadviseur stelt ten behoeve van de leidende ambtenaar van de dienst een ontwerp van veiligheidsplan op voor een termijn van drie jaar, met aanduiding van de middelen op jaarbasis die

réalisation du plan. Ce projet est révisé au moins annuellement et adapté si nécessaire. Le projet de plan de sécurité est considéré comme un avis, au sens de l'article 3, alinéa 2.

Art. 7. Le conseiller en sécurité rédige un rapport annuel à l'attention du fonctionnaire dirigeant du service. Ce rapport comprend au moins :

1° un aperçu général de la situation en matière de sécurité, de l'évolution au cours de l'année écoulée et des objectifs qui doivent encore être atteints;

2° un résumé des avis écrits, transmis au fonctionnaire dirigeant du service, et la suite qui y a été réservée;

3° un aperçu des travaux exécutés par le conseiller en sécurité;

4° un relevé des résultats des contrôles effectués par le conseiller en sécurité, reprenant tous les incidents qui ont été constatés et qui étaient de nature à compromettre la sécurité de l'information du service ou du réseau;

5° un relevé des campagnes menées en vue de favoriser la sécurité;

6° un aperçu de toutes les formations suivies et prévues.

Art. 8. Les missions du conseiller en sécurité telles que définies dans le présent chapitre se rapportent également aux données conservées, traitées ou échangées par l'intermédiaire de tiers pour le compte du service concerné.

CHAPITRE III. — Dispositions modificatives

Art. 9. L'article 1^{er}, 9°, de l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à l'organisation de la sécurité de l'information dans les institutions de sécurité sociale est modifié comme suit :

Art. 1, 9° : « sécurité de l'information » : stratégie, règles, procédures et moyens de protection de tout type d'information tant dans les systèmes de transmission que dans les systèmes de traitement en vue de garantir la confidentialité, la disponibilité, l'intégrité, la fiabilité, l'authenticité et l'irréfutableté de l'information.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 10. Le premier rapport annuel visé à l'article 8 sera transmis dans les 12 mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté détermine la mise en vigueur des dispositions 20 à 23 inclus de la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 14. Notre Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, notre Ministre des Finances, chargé de la Fonction publique et notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances, chargé de la Fonction publique,
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique
et à la Modernisation des Services publics,
H. BOGAERT

vereist zijn om het plan uit te voeren. Dit ontwerp wordt minstens eenmaal per jaar herzien en zo nodig aangepast. Het ontwerp van veiligheidsplan wordt beschouwd als een advies in de zin van artikel 3, tweede lid.

Art. 7. De veiligheidsadviseur stelt ten behoeve van de leidende ambtenaar van de dienst jaarlijks een verslag op. Dit jaarverslag omvat minstens :

1° een algemeen overzicht van de veiligheidstoestand, de evolutie in het afgelopen jaar en de nog te realiseren doelstellingen;

2° een samenvatting van de schriftelijke adviezen die overgemaakt werden aan de leidende ambtenaar van de dienst en het gevolg dat eraan werd verleend;

3° een overzicht van de werkzaamheden verricht door de veiligheidsadviseur;

4° een overzicht van de resultaten van de controles uitgevoerd door de veiligheidsadviseur met weergave van alle vastgestelde voorvallen die van aard waren de informatieveiligheid van de dienst of het netwerk in het gedrang te brengen;

5° een overzicht van de gevoerde campagnes ter bevordering van de veiligheid;

6° een overzicht van alle gevolgde en de voorziene nog te volgen opleidingen.

Art. 8. De opdrachten van de veiligheidsadviseur bepaald in dit hoofdstuk hebben ook betrekking op de bewaring, de verwerking of de uitwisseling van gegevens die voor rekening van de betrokken dienst geschieden door derden.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingsbepalingen

Art. 9. Artikel 1, 9° van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 houdende de organisatie van de informatieveiligheid bij de diensten van sociale zekerheid wordt als volgt gewijzigd :

Art. 1, 9° : « informatieveiligheid » : strategie, regels, procedures en middelen voor het beschermen van alle soorten informatie zowel in de transmissiesystemen als in de verwerkingssystemen om de vertrouwelijkheid de beschikbaarheid, de integriteit, de betrouwbaarheid, de authenticiteit en de onweerlegbaarheid ervan te garanderen.

HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 10. Het eerste jaarverslag waarvan sprake in artikel 8, wordt overgemaakt binnen de 12 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit bepaalt de inwerkingtreding van de bepalingen 20 tot en met 23 van de wet van 15 augustus 2012 houdende oprichting en organisatie van een federale dienstenintegrator de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, Onze Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken en Onze Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken,
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken
en Modernisering van de Openbare Diensten,
H. BOGAERT